

LA REALISATION DE NOS PROMESSES

1. Equilibre du budget.—Nous avons promis de tenir le budget en équilibre et nous avons tenu parole. Depuis la Confédération, peut-on dire en règle générale, les finances de la province étaient dans une condition assez précaire. Les surplus annuels étaient rares et les déficits assez communs. Or, un de nos premiers actes fut d'entrer en négociations avec le gouvernement fédéral pour obtenir un remaniement du subside aux provinces. C'était un problème difficile qui nous coûta bien du travail, mais notre cause était juste et, grâce à la sagesse et à la clairvoyance de Sir Wilfrid, les provinces obtinrent justice.

En vertu de ce rajustement, nous avons reçu, depuis 1907, \$8,594,938.40 ; nous recevrons annuellement une somme additionnelle à l'ancien subside de \$884,991.20, et cette subvention augmentera de nouveau à chaque recensement ultérieur avec le chiffre de notre population.

Le règlement de cette question aussi bien d'ailleurs que l'accroissement des revenus et l'économie que nous n'avons cessé de pratiquer, nous ont permis de boucler nos finances par des surplus annuels.

De 1905 à 1918, l'excédent du revenu ordinaire sur la dépense ordinaire a été de \$11,961,697.06, soit une moyenne annuelle de \$920,130.54. Laissez-moi ajouter que la dette publique n'a augmenté que dans une proportion beaucoup moins considérable que notre population ; elle était d'environ \$15.00 par tête en 1905 et elle n'est plus aujourd'hui que de \$13.51. C'est bien peu quand on considère certaines provinces canadiennes où la dette varie entre \$20.00 et \$60.00 par tête. D'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que, depuis 1912, nous avons dépensé une somme de 20 millions pour l'amélioration de la voirie. En adoptant une politique d'inaction, il nous aurait été facile de porter la dette à \$10.50 par tête. Mais nous avons préféré doter notre province d'un système de voirie qui, déjà, lui fait grand hon-